

Congrès AFSP Strasbourg 2011

ST 43 : Le rapport aux institutions des descendants de migrants

Fuchs, Nathalie; Science po Paris/Cevipof; nafuchs@wanadoo.fr

Engagement militant et rapport aux institutions des descendants d'origine maghrébine

L'objet de la présente communication est de montrer le rapport aux institutions (Etat, Police et justice) des descendants d'immigrés maghrébins à travers l'analyse du phénomène de l'engagement militant dans les cités dans les années 90 en région parisienne. Cette étude s'inscrit dans une perspective longitudinale en considérant les nouvelles formes de militantisme et se place au niveau micro et méso-sociologique en considérant les motivations individuelles qui incitent à s'engager dans l'action collective tout en tenant compte des contextes dans lesquels elle se déroule et des organisations en concurrence sur le marché de l'offre militante. Elle se fonde sur trois organisations du champ militant issu de l'immigration dans les années 90. Celles-ci présentent des traits communs tout en incarnant des manières différentes de se mobiliser au niveau des activités, des modes d'action et des identités sociales et religieuses. Leurs causes sont symptomatiques des transformations du militantisme dans les cités : allant de la conquête des droits (le Comité national contre la double peine/Mouvement de l'immigration et des banlieues) et, de l'action sociale (l'Association des jeunes de Sartrouville) au retour au religieux (l'Eveil). Cette analyse repose sur l'analyse de quarante et un entretiens biographiques recueillis auprès des militants des trois organisations. Ce travail est le résultat d'une enquête empirique menée dans trois univers locaux différents : la cité des Indes à Sartrouville, le Val-Fourré à Mantes-la-Jolie et Paris.

1. Présentation des associations : le CNDP/MIB, l'AJS et l'Eveil

Cette présentation succincte des associations suit un ordre chronologique selon leur ancienneté. Fondé le 13 juin 1990, le CNDP se mobilise pour « l'abrogation de toutes les lois qui autorisent la « double peine ¹ ». Une cinquantaine de militants y sont investis. Dans le même temps, la réapparition de violences urbaines au début des années 1990 va inciter ses militants à fonder le MIB en 1995, afin d'alerter les pouvoirs publics sur la relégation des jeunes issus de l'immigration dans les quartiers d'habitat social des banlieues. Ancrés à gauche, ses membres sont pour l'essentiel des personnes d'origine maghrébine, avec une prédominance de militants d'origine algérienne. Aux côtés de militants dotés de ressources

¹ La double peine, c'est le fait de sanctionner, soit administrativement par un arrêté ministériel d'expulsion (AME), soit judiciairement par une interdiction du territoire français (ITF), une personne de nationalité étrangère, née ou arrivée jeune en France, à l'issue de sa peine de prison, qui ne peut plus résider sur le territoire français, soit pour un temps déterminé soit définitivement.

politiques, de jeunes adultes sans dispositions sociales préalables mais directement concernés par la double peine sont impliqués directement dans l'action militante et s'organisent pour tenter d'échapper à l'expulsion qui les menace. Exclues de la sphère politique et donc dans l'impossibilité de faire entendre leur voix au niveau institutionnel au travers d'actions conventionnelles ils vont avoir recours à l'action directe ou « coup de poing » (occupations de locaux, perturbations de manifestations publiques) qui visent des institutions directement concernées par les problèmes posés (Ministère de l'intérieur, Ministère de la justice, Préfectures). Toutefois, leur répertoire d'action est diversifié allant du registre juridique, politique (organisation de meetings, conférences de presse, manifestations) au registre de la violence retournée contre soi² (grève de la faim) pour rendre publique la cause.

L'AJS est créée, quant à elle, à la suite des émeutes de l'été 1991 provoquées par la mort d'un jeune de la cité des Indes qui vont pousser les pouvoirs publics à rechercher des interlocuteurs capables de désamorcer la colère des jeunes. Une quinzaine de jeunes, âgés au moment des faits de 20 à 25 ans, vont être propulsés porte-parole et incités à se constituer en association pour répondre aux demandes des habitants de la cité et principalement à celles des jeunes qui réclament « justice ». Ses actions ont pour priorité la lutte contre « l'exclusion sociale ». Son engagement dans le domaine du social fait qu'elle privilégie « les actions menées sur le terrain, au quotidien (animation collective avec les jeunes autour des loisirs, du soutien scolaire, permanences emploi, dialogue avec les familles, etc.).

L'Eveil créée en 1996, est située dans le Val-Fourré à Mantes-la-Jolie. Elle regroupe une quinzaine de militants actifs musulmans mais se dit « ouverte à tou(e)s ». Ses leaders se définissent eux-mêmes comme Français musulmans. Parmi ces derniers, certains sont investis également dans une organisation à vocation religieuse locale comme le CMM (Collectif Musulman du Mantois) créé en 2002-2003 qui organise, suivant le calendrier du Ramadan, des actions de solidarité envers la population musulmane pratiquante locale, régionale comme le CMF-Ile de France qui rassemble aussi les villes de Saint-Denis (Centre TAWHID), Fontenay sous Bois (ASEL) et nationale telle que Présence Musulmane. Ses axes prioritaires de réflexion et d'action sont orientés vers l'éducation, la formation dans le champ culturel et l'action citoyenne. Ses activités se développent sur trois axes : l'accompagnement scolaire trois ou quatre soirs par semaine (30 enfants inscrits) et la mise en place d'ateliers et de rencontres mixtes entre les groupes d'enfants ; l'organisation d'activités sportives cette fois non mixtes pour les filles conformément au respect des règles islamiques de pudeur ; la tenue de séminaires de formation portant sur des sujets de société à travers la problématique de l'islam qui visent autant à maîtriser les « armes intellectuelles » pour se faire entendre qu'à assurer le renouvellement des militants par la transmission du savoir et des savoir-faire.

2. Le primat accordé au local et la prééminence du social

A l'aube des années 90, une nouvelle tendance du militantisme dans les cités apparaît. Il se différencie de celui de la période précédente, par le primat qu'il accorde au concret, au local, aux actions tournées vers le groupe lui-même (nettoyer le quartier de la drogue, suivi scolaire, formation professionnelle, lutte contre l'exclusion au quotidien, activités culturelles et sportives, etc.) au détriment de l'idéologique et du politique qui caractérisaient la génération militante précédente. Globalement, le fort développement associatif civique des jeunes issus de l'immigration dans les années 80 sortait du « quartier » et menait les revendications au

² Siméant, Johanna, *La cause des sans papiers*, Paris : Presses de Science po, 1998, p.304.

centre des institutions politiques. Les actions étaient souvent engagées en réponse à une demande institutionnelle. Depuis, les initiatives sont nettement plus confinées à l'environnement immédiat. Elles se sont repliées sur le local. Le mécanisme de fermeture sur le cercle le plus proche semble le plus prégnant. L'engagement y est d'abord social et valorise le terrain, l'action de proximité. De fait, les termes tels que « localistes » ou « particularistes » reviennent souvent dans les enquêtes pour qualifier la nature des mobilisations³. Il faut comprendre ce retour sur le local comme l'expression d'une mutation à la fois macro-sociale et identitaire vécue par la génération des cités qui apparaît à ce moment-là.

A la génération des « beurs » des années 1980 qui prend forme à la faveur de la marche pour l'égalité de 1983 succède une autre génération sociale, ce que Stéphane Beaud et Olivier Masclet nomment « la génération de Cité ». Cette génération composée essentiellement de jeunes citoyens français, s'est constituée dans les années 1990 dans un tout autre contexte sociopolitique, caractérisé par un ensemble de fractures : économiques (exclusion durable du marché du travail ou relégation sur ses marges à travers les emplois aidés) ; urbaines (paupérisation et ghettoïsation des quartiers d'habitat social) ; politiques (déficit durable de représentation politique qui se traduit par un fort abstentionnisme électoral et un rejet croissant de la gauche politique). Plusieurs auteurs ont montré que dans un contexte socio-politique aggravé par la crise économique l'engagement militant prend une forme plus sociale et locale⁴. On a là une tendance lourde qui s'exprime dans l'ensemble du champ militant dans les années 90 en France⁵.

Par ailleurs, contrairement à la génération précédente, cette génération sociale est d'autant plus à même de revendiquer une intégration sociale pleine et entière qu'elle est française, même si la référence à l'immigration reste présente. Cette nouvelle génération qui se sent à la fois plus française culturellement que la précédente, mais moins intégrée socialement et économiquement, navigue entre une identité mondiale à connotation universaliste et une identité de quartier. Plus exactement, comme l'indique Saïd Bouamama « Ce qui disparaît au passage, c'est l'importance de la sphère nationale et de la nationalité comme espace d'identification⁶ ». Face à la crise socioéconomique, la transformation du monde du travail et par là même des rapports sociaux, les associations de jeunes issues de l'immigration sont à la recherche d'une nouvelle identité basée sur le territoire. Dès lors, elles tendent à se définir d'abord à travers le « quartier ». Ainsi, à l'AJS, l'appartenance à un territoire est explicitement indiquée dans l'appellation même de l'association, ce qui est un trait caractéristique des associations de jeunes issus de l'immigration dans la même période.

Autre trait distinctif, les projets et actions de cette nouvelle génération militante sont entièrement tournés vers l'intégration sociale. Il s'axe sur l'action sociale et sa fonction « réparatrice⁷ ». Il se substitue au militantisme traditionnel incarné par le parti communiste

³ Mozère, Liane, Peraldi, Michel, Rey, Henri, *Intelligence des banlieues*, Paris : De L'aube, 1999.

⁴ Wihtol de Wenden, Catherine, Leveau, Rémi, *La Bourgeoisie*, Les trois âges de la vie associative issue de l'immigration, CNRS Editions, 2001 ; Battegay, Alain, Boubeker, Ahmed, « Parcours et mouvances associatives : entre affirmation d'un droit de cité et gestions politiques », *Migrations Études*, n°69, 1997, p. 1-19.

⁵ Havard Duclos, Bénédicte, Nicourd, Sandrine, *Pourquoi s'engager ? Bénévoles et militants dans les associations de solidarité*, Paris, Payot, 2005, p. 164.

⁶ Bouamama, Saïd, « Les nouvelles formes d'inscription politique », *Agora*, 3^{ème} trimestre, 1995, p. 29.

⁷ Sandrine Nicourd repère trois modalités dans les relations des associations avec leurs adhérents qui selon les situations peuvent s'articuler. Elle distingue d'abord, une relation fondée sur des pratiques de réparation ciblées sur un problème individuelle et concret. Elles sont ponctuelles et quantifiables. Ensuite, on a une relation « visant l'émancipation personnelle » qui « donne aux destinataires de l'action les moyens de pouvoir conquérir une indépendance » et nécessite cette fois de la durée et de la confiance. Enfin, une troisième a pour but

dans les années 60 et 70 dans les banlieues ouvrières⁸ mais que la décomposition du monde ouvrier et de la classe ouvrière a affaibli. Trois démarches intègrent le social dans leurs actions⁹. Une première démarche qui remplit une fonction d'alerte et de rappel à l'ordre où l'association n'a plus à se substituer ni concurrencer les services sociaux existants mais à les inciter à exercer davantage leurs missions au niveau local. Entrent dans cette catégorie le CNDP/MIB et l'AJS. Une deuxième montre que d'autres associations identifient le social à partir des problèmes sociaux des familles immigrées en difficulté. Le social est ici un révélateur de la fragilité du lien communautaire dans l'immigration qui n'est plus en mesure d'assister ses membres. Enfin, une troisième consiste à inscrire le social dans une fonction socialisante de reconstruction de soi et qui va permettre à la « solidarité communautaire » de s'exprimer. Certaines associations de jeunes musulmans, comme celle de l'Eveil, prônant un « islam social », avec un retour au culturel, illustrent cette dernière démarche.

L'analyse des itinéraires biographiques de l'engagement militant dans les trois organisations, révèle des tendances qui caractérisent plus largement le militantisme dans les années 90 en France. Les cas de militants du CNDP/MIB ont permis de mettre en avant une constante de l'action collective portée par des acteurs stigmatisés d'un côté et des acteurs qui se caractérisent comme étant les « moins dominés des dominés » de l'autre. Ceux de militants de l'AJS rendent compte du militantisme associatif où s'affirment une logique gestionnaire, une exigence de l'efficacité de l'action, orientée par des objectifs délimités, précis et atteignables. Les trajets-types de militants de l'Eveil témoignent, quant à eux, de l'émergence des mobilisations de type identitaire dans lesquelles se posent avec un peu plus d'acuité la question de la redécouverte des identités et de la culture.

Il est cependant difficile de généraliser à partir d'un corpus et d'un contexte donnés. Mais les cas particuliers retenus seront révélateurs de manières de voir, de sentir et de faire, plus ou moins communes à ceux qui présentent des propriétés sociales proches et rendent compte de la complexité et de la singularité d'expériences socialisatrices multiples. S'intéresser aux différents modes de participation des descendants d'immigrés maghrébins par le biais du militantisme est heuristique en ce sens qu'il constitue la manifestation de croyances, de représentations, de normes acquises par la socialisation, qui reflètent la position et la trajectoire des individus dans l'espace social et/ou leur appartenance à des groupes sociaux.

3. Trois manières de s'investir et de participer dans l'action publique

Malgré cette tendance structurelle du militantisme des descendants d'immigrés qui se dessine dans les années 90 par un repli sur le local et le social, l'enquête révèle la fragmentation des manières de s'investir et de participer dans l'action publique qui résulte de la diversité des trajectoires individuelles et collectives des engagés en fonction des clivages de classe, ethniques, de genre et générationnels. Ce militantisme s'enracine dans l'histoire personnelle et les appartenances sociales des individus. La confrontation personnelle aux discriminations et au racisme, le poids de la mémoire collective autour du conflit algérien et de la socialisation religieuse, leurs socialisations primaires et secondaires, l'appartenance territoriale, et le

l'émancipation collective qui passe par la conquête des droits pour tous sous une forme revendicative. Nicourd, Sandrine, « Travail associatif et travail syndical : la proximité des répertoires d'action », in Nicourd, Sandrine (dir.), *Le travail militant*, Rennes : PUE, 2009, p. 66-67.

⁸ Masclat, Olivier, *La gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué*, Paris, Éd. La Dispute, coll. Pratiques politiques, 2003.

⁹ Battegay, Alain, Boubeker, Ahmed, « Parcours et mouvances associatives », art.cité, p. 6.

contexte apparaissent comme des facteurs spécifiques déterminants qui expliquent cette diversité du militantisme de cité. Ces trois manières de militer dans les cités sont le miroir grossissant des relations des engagés aux institutions ou modes de participation au niveau socio-économique (école, marché du travail, etc.) et politique.

3.1. Le poids variable des discriminations et du racisme

L'analyse des histoires de vie des militants dans les trois organisations montre un vécu commun parsemé de confrontations directes ou indirectes aux discriminations et au racisme. Ainsi, malgré leur acculturation, la persistance des discriminations sociales et/ou culturelles, dont font l'objet les descendants issus de l'immigration maghrébine dans les cités, détermine la production d'une identité collective spécifique. Toutefois, cette image de la société française perçue collectivement par les militants interrogés se révèle extrêmement complexe : la vision inégalitaire et injuste n'est pas partagée par tous et le sentiment de persécution et de « victimisation » est à géométrie variable selon les trajectoires individuelles.

A travers l'analyse des carrières militantes à l'AJS, on note que, plus les individus d'origine maghrébine sont issus d'une immigration anciennement installée dans le pays d'accueil (ici Kabyle¹⁰), ont grandi dans des milieux spatiaux non exclusivement communautaires ou à faible composition ethnique et connu des trajectoires résidentielles valorisantes, plus ils se sont inscrits dans des parcours d'insertion socio-économique et professionnelle satisfaisants, moins ils sont exposés directement aux discriminations et au racisme, et moins ils ont le sentiment de ne pas être des « Français comme les autres ». Par exemple, la reconnaissance sociale que confèrent les pouvoirs publics aux membres de l'AJS en les propulsant porte-parole des « jeunes » de la cité des Indes au lendemain des émeutes, même si cette fonction vient à se déliter dans le temps, consolide fortement leur croyance de faire partie de la communauté nationale.

A l'inverse, la confrontation directe au racisme par le biais du logement, de l'école, du marché du travail, parfois d'un drame comme « le meurtre d'un frère », ont favorisé l'émergence d'une identité collective rebelle dirigée contre l'Etat, la police et la justice¹¹ au CNDP/MIB. Les trajectoires individuelles se caractérisent par un vécu commun au travers de séjours dans des logements insalubres tels que les bidonvilles et/ou cités de transit à forte concentration ethnique, dans des formations scolaires professionnalisantes qui les assujetti au destin ouvrier auquel ils veulent échapper ou de séjours en prison après l'entrée dans une carrière déviante. Les militants qui ont côtoyé les bancs de la fac alternent entre allocations de chômage et petits boulots précaires. Seuls quelques uns sont parvenus à réinvestir leur capital militant dans le monde associatif ou professionnel. Les engagés au CNDP/MIB ont puisés dans ces expériences des frustrations, un sentiment d'injustice qui ont nourri leur refus de s'identifier comme Français, construit leur révolte et expliquent leur recours à des modes d'actions directes, à la lisière de la légalité, pour se faire entendre.

L'assignation d'une altérité stigmatisante, alors qu'elles sont françaises, aux nouvelles générations, ont poussé les militants de l'Eveil, à revendiquer publiquement leur différence

¹⁰ Selon Abdelmalek Sayad, le premier âge de l'émigration algérienne vers la France est essentiellement composé de montagnards kabyles contraints de quitter leurs villages pour des raisons économiques. Cf. Sayad, Abdelmalek, « Les trois âges de l'émigration », in *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris : Seuil, 1999.

¹¹ Lapeyronnie, Didier, « Mouvements sociaux et action politique. Existe-t-il une théorie de la mobilisation des ressources ? », *Revue Française de Sociologie*, octobre-décembre 1988, 29 (4), pp. 593-619.

avec une identité centrale basée sur la religion musulmane. Pour ces derniers, malgré leur intégration socioprofessionnelle qui découle de la possession de diplômes prestigieux, tout se passe comme si la discordance entre le statut individuel et le statut collectif signifiait qu'ils ne sont pas considérés comme des citoyens à part entière. A la différence des militants de l'AJS, ceux de l'Eveil ne font plus confiance au modèle républicain, ni au principe de citoyenneté universelle qui a démontré ses limites en termes d'intégration sociale. Cette négation de leur singularité remet en cause leur sentiment d'appartenance à la communauté nationale et les pousse à réclamer la reconnaissance de leur citoyenneté. Ces éléments surdéterminent ainsi des mobilisations de type identitaire à l'Eveil où l'enjeu de reconnaissance est central.

3. 2. Une inégale distribution des ressources sociales et politiques

L'étude de ce militantisme montre également une inégale distribution des ressources sociales et politiques qui expliquent les variations des modes de participation dans l'action publique. Contrairement à nos hypothèses de départ, qui penchaient pour une absence de socialisation politique primaire des descendants de l'immigration maghrébine, au regard de la mise à l'écart des parents de la sphère politique, l'analyse du corpus a permis de mettre en évidence l'existence d'une socialisation politique par transmission. La part de cet héritage est indéniable dans la constitution de compétences politiques qu'ils peuvent d'autant mieux mettre au service de l'action collective. Notre travail souligne par ailleurs le rôle tout aussi crucial de la socialisation secondaire dans l'apport d'un capital politique construit cette fois dans et par l'action ou par le passage dans des instances de politisation (école, prison, etc.). L'analyse fait enfin apparaître que les militants considérés, appartiennent globalement au monde social étudiant¹² au moment de leur engagement, sans qu'ils aient forcément tous décroché un diplôme.

Toutefois, une inégale distribution des ressources politiques et sociales détermine le choix de l'organisation et le rapport au monde social. On note, en effet, que les plus vulnérables socioéconomiquement et politiquement, sont plus attirés par le CNDP/MIB que par l'AJS et l'Eveil. La moindre spécialisation des tâches et le peu de sélection à l'entrée de l'organisation (par exemple la ressource du droit n'est pas préalablement acquise, elle découle d'un apprentissage en situation) permet la mobilisation d'individus moins formés à l'action collective. Lorsque le travail militant requiert plus de compétences techniques, logistiques, organisationnelles, il est assumé par les militants les plus habilités à l'agir militant. Une inégale répartition des ressources socio-politiques caractérise la répartition des tâches dans le travail militant.

En revanche, l'AJS et l'Eveil attirent des individus plus diplômés et qui ont en majorité des dispositions préexistantes pour le militantisme. Par sa spécialisation liée au développement d'une logique gestionnaire et technique dans l'action sociale, la division du travail militant est plus forte à l'AJS. Par sa quête d'un islam savant qui privilégie plus une approche par les textes que par tradition culturelle, il en est de même à l'Eveil.

Plus précisément, cette disparité des propriétés politiques et sociales des militants influe sur le choix des modes d'action adoptés par les organisations. On remarque, en effet, que plus les

¹² Sur les 14 militants sélectionnés au CNDP/MIB, 9 sont passés par les études supérieures, 3 sur 5 à l'AJS, tandis qu'à l'Eveil, ils sont passés en majorité par le monde étudiant.

militants sont dotés en capital socioculturel et politique, plus ils privilégient la négociation ou la discussion, témoignant d'une solide croyance aux vertus et à l'efficacité du débat démocratique, plus qu'à l'opposition frontale avec les acteurs publics. Le répertoire d'action mobilisé par l'Eveil découle par ailleurs de l'adhésion à des valeurs éthiques (éducation, formation, spiritualité, foi, etc.) qui guide la structuration même de l'action. A l'inverse, les militants du CNDP/MIB, qui sont les moins pourvus, emploient des modes d'action directe pour rendre public leur cause, ce qui explique en partie leur attitude anti-système et leur militantisme plus radical.

Ce phénomène est plus visible et apparaît avec une plus grande acuité lorsqu'on décline le rapport au politique des engagés. Au CNDP/MIB, les plus démunis comme les « doubles peines », mis à l'écart de la sphère politique, parce qu'étrangers en termes juridique et administratif, ce qui vient se juxtaposer à leur exclusion sociale, expriment davantage de distance vis-à-vis de la chose publique. L'absence d'une intégration sociale, génératrice de frustration et de révolte, semble déterminer globalement un désenchantement et un rejet de la politique partisane, une conscience aiguë des limites de la participation électorale dans sa capacité à modifier la société et une croyance plus forte que seule l'action collective protestataire, en mobilisant des modes d'action directe, peut peser sur les décisions politiques. De la même façon, pour les plus jeunes, ceux qui sont nés dans les années 70, l'analyse de leurs itinéraires biographiques a abouti aux mêmes conclusions. Ils connaissent de grandes difficultés d'insertion au niveau professionnel et cette indétermination sociale dans l'entrée dans l'âge adulte¹³ a nourri chez eux, un même rejet de la politique partisane et de la collectivité nationale. Sonia Tebbakh¹⁴ a bien mis en évidence ce phénomène de « marginalité citoyenne » en rapport avec l'échec d'une insertion socioprofessionnelle parmi des personnes d'origine maghrébine de cette génération. La révolte constitue alors l'unique vecteur d'affirmation individuelle face à leur illégitimité sociale. A l'inverse, les militants de l'AJS et l'Eveil, qui se caractérisent par une plus grande insertion socioprofessionnelle et qui sont, de plus, citoyens car en grande partie juridiquement Français, ont une sensibilité à la chose publique et à la communauté politique plus prononcée.

3.3. Le poids différencié de la mémoire anticoloniale

Le soubassement de la décolonisation au Maghreb est une dimension importante pour comprendre la spécificité de la socialisation politique des générations d'origine maghrébine nées en France ou venues en bas âge. Nombre de militants de notre corpus ont été sensibilisés à la politique par la transmission d'une mémoire anticoloniale par leurs parents.

On relève dans plusieurs récits de vie individuels de militants du CNDP/MIB une présence affirmée d'une rhétorique anticoloniale qui s'explique par l'implication de près ou de loin de leurs parents dans la guerre d'Algérie. Le poids de cet héritage peut se mesurer d'un côté par le refus parental de naturaliser leur enfant lorsque ces derniers sont nés dans le pays d'origine ; de l'autre, par le rejet de ces militants essentiellement Français de toute assimilation à l'identité française et la mise en avant d'une référence à l'immigration. Dans ce dernier cas, la revendication d'une identité ethnique peut être à la base d'une identité collective ou d'une

¹³ Muxel, Anne, « Le moratoire politique des années de jeunesse », dans Annick Percheron, René Remond, (dir.), *Age et politique*, Paris : Economica, 1991.

¹⁴ Tebbakh, Sonia, *Identités politiques des Français d'origine maghrébine*, sous la dir. de Pierre Brenchon, Thèse de doctorat en science politique : Grenoble 2 : 2004, p. 91, p. 146 et p. 481.

stratégie identitaire pour contrer leur stigmatisation et leur marginalisation sociale dans la société française. Toutefois, cette stratégie identitaire prend des expressions différentes au CNDP/MIB selon que les militants se sont investis dans les études supérieures ou non. L'entretien d'une mémoire immigrée, d'une résistance à l'acculturation domine surtout chez ceux qui sont les plus instruits. La position socioculturelle négative des acteurs, leur moindre intégration économique et politique dans la société française ont considérablement renforcé le maintien de la mémoire anticoloniale et les attaches au pays d'origine¹⁵.

Mais tous les militants d'origine algérienne n'ont pas été exposés à la mémoire anticoloniale, cela dépend de la trajectoire migratoire familiale. Ainsi, les parents des militants de l'AJS, ressortissants de la grande Kabylie en Algérie, sont arrivés en France bien avant la survenue du conflit. Il en a découlé une absence de transmission de l'héritage colonial malgré leur socialisation primaire à l'Amicale des Algériens en Europe, une distanciation avec le pays et la culture d'origine et en conséquence, un rapport plus pacifié avec la communauté nationale et un sentiment d'appartenance à l'identité française.

Si la domination coloniale française n'a pas été de même nature en Algérie et au Maroc, il n'en reste pas moins que subsiste également, à la lecture des histoires de vie, un héritage colonial pour des militants d'origine marocaine présents au CNDP/MIB et à l'Eveil, qui a pu altérer leur sentiment d'appartenance nationale et les conduire, pour l'un à un engagement qui valorise la mémoire immigrée et pour l'autre à un militantisme religieux. Leur socialisation politique spécifique témoigne là encore de la réactivation d'une mémoire collective enfouie chez des descendants des anciens pays colonisés et d'une demande de reconnaissance sociale du passé colonial.

3.4. Une socialisation religieuse d'intensité variable

Les militants de notre corpus ont en grande majorité reçu une socialisation religieuse à l'islam. Toutefois, leur origine culturelle influe considérablement sur la portée de cette socialisation dans leurs trajectoires individuelles et militantes. Le CNDP/MIB attire plus particulièrement les personnes d'origine algérienne qui ont un rapport à l'islam plus sécularisé. La majorité des militants qui y sont investis se définissent comme croyants, mais non pratiquants, plus rarement ni croyant ni pratiquant. Le seul cas de militant à se définir comme pratiquant et musulman est d'origine marocaine, conséquence de sa socialisation précoce à l'islam. De façon encore plus nette, l'AJS qui se revendique ouvertement laïque, regroupe des militants d'origine kabyle et algérienne qui se disent ni croyants ni pratiquants. Les unions avec un partenaire non musulman y sont beaucoup fréquentes. A l'inverse, l'Eveil mobilise essentiellement des descendants d'immigrés berbères marocains qui ont été socialisés dès leur plus jeune âge à l'islam ; ils se distinguent par la persistance d'éléments issus de la culture d'origine comme la pratique de l'arabe parlé en famille. Mais c'est par une socialisation religieuse secondaire, éloignée de l'islam des parents, qu'ils passent à l'action militante.

3.5. Un militantisme genré

¹⁵ Ibid.

L'analyse des histoires de vie au féminin montre que les femmes ou jeunes femmes sont globalement passées par des études longues avant leur engagement. A ce sujet, on peut remarquer que les plus intégrées socialement sont davantage attirées par des organisations telles que l'AJS et l'Eveil, où la spécialisation des tâches et la division du travail militant sont plus fortes, leur permettant ainsi de mieux valoriser leur disposition socioculturelle mise au service de l'organisation. Plus précisément, à l'AJS, elles se caractérisent aussi par des dispositions au militantisme acquises lors de leur carrière passée dans le travail social. Après deux présidences masculines, c'est une jeune femme qui occupe ce statut, et cela jusqu'au dépôt de bilan de l'association en 2006. Dans la société française, les descendantes de l'immigration maghrébine jouissent d'un capital symbolique lié au genre¹⁶. À l'inverse des garçons, les filles constituent des ressources positives en termes de représentation sociale pour passer à l'action et des porte-parole idéaux pour porter des revendications plus spécifiques.

Ce qui n'est plus vrai à l'Eveil, tant le port du foulard par les filles met en péril la communauté nationale. Dès lors, si elles ne sont plus investies d'un rôle d'émancipation de la communauté immigrée, prêté aux membres féminins de la « deuxième génération », leur conformité aux normes islamiques, est un atout supplémentaire pour leur mobilisation dans une organisation dont la référence principale repose sur l'islam. Enfin, leur attirance pour un militantisme religieux s'explique, non seulement par la dimension universelle de l'islam qui transcende les appartenances culturelles antagoniques car il leur permet de s'épanouir dans la culture d'origine, de l'assumer pleinement, mais aussi de satisfaire leurs aspirations amoureuses en respectant les normes islamiques. Ce militantisme rend compte plus largement de la crise du modèle d'émancipation féministe qui prévalait dans les années 70. Si les femmes sont souvent diplômées, elles ne disposent que très rarement de ressources politiques et militantes, réservant les positions de pouvoir aux hommes.

Inversement, on constate que les moins intégrées socialement se retrouvent au CNDP/MIB. La mobilisation féminine y est beaucoup plus faible conformément à notre hypothèse qui reposait sur l'idée que la cause de la double peine était bien peu attractive pour les femmes du fait de son caractère marginal et négatif. Toutefois, la mobilisation des « proches » des « doubles peines », en majorité des femmes (mères, épouses, sœurs), montre qu'elles sont investies d'un rôle spécifique, celui de sensibiliser à la cause. Leur engagement au comité s'explique par cette place conférée aux « femmes de » par l'organisation ou plutôt par le rôle qui leur est prescrit à savoir « le retournement » du stigmat qui pèse sur les « doubles peines » et les « jeunes immigrés » des cités. Maîtrisant peu les savoirs politiques et savoir-faire militants, là encore les positions de pouvoir sont dévolues aux hommes.

3.6. L'évolution générationnelle

Ce militantisme de cité est traversé par un clivage générationnel qui explique également sa diversité. Les membres du CNDP/MIB et de l'AJS appartiennent à la « deuxième génération » d'enfants d'immigrés. Entièrement acculturée, à la différence de la génération précédente, elle se considère pleinement française et en conséquence revendique sans complexe son rôle de porte-parole des cités au nom de cette appartenance identitaire à la société française.

¹⁶ Guénif Souilamas, Nacira, *Des « beurettes » aux descendantes d'immigrants nord-africains*, Paris : Grasset, 2000.

Toutefois, le refus de l'administration française de reconnaître la nationalité française à plusieurs militants du CNDP/MIB d'origine algérienne après 1963, alors qu'ils sont nés en France, la socialisation politique de ces mêmes militants dans des associations autonomes de « jeunes immigrés » dans les années 80, qui ont privilégié une identification à l'immigration, leur confrontation directe avec le racisme, ont développé un déni d'appartenance à la communauté nationale et un rejet de l'intégration à la française.

Les membres de l'Eveil appartiennent, quant à eux, majoritairement à la « génération sociale de cité¹⁷ ». Ils sont nés majoritairement dans les années 80 et donc issus de la « troisième génération ». Ils sont Français et de ce fait, rejettent toute référence ethnique. Ils se revendiquent Français et musulmans. Toutefois, pour cette génération, la religion remplit un espace aussi bien social que culturel à la place de la culture ouvrière qui caractérisait les militants du CNDP/MIB et de l'AJS. Les militants de l'AJS dans leur majorité et beaucoup d'acteurs au CNDP/MIB ont vécu leur enfance dans des villes de l'ancienne « banlieue rouge » qui entourait la région parisienne, et grandi dans des quartiers qui ont été des bastions d'organisations ouvrières ou syndicales telles que l'Amicale des Algériens en Europe et la Fédération de France du FLN. Ils ont grandi dans les bidonvilles ou les cités de transit de Nanterre, de Sartrouville, implantés sur les anciens bassins industriels où travaillait une main d'œuvre ouvrière immigrée. En revanche, la socialisation primaire et secondaire des membres de la « troisième génération » se déroule sur fond de déclin du Parti Communiste et de la culture ouvrière, laissant un vide idéologique. Pour une partie d'entre eux, l'islam tend à pallier ce déficit de socialisation et d'intégration à la société française qu'avait permis le communisme et le travail social jusque dans les années 70 notamment dans les quartiers des banlieues ouvrières. La référence à l'islam est désormais leur seul repère dans une société qui n'a pas su ou voulu leur en donner. La foi procure une nouvelle identité collective et un ré-enchantement du monde dont ils tirent des satisfactions immédiates. L'islam apparaît alors comme un nouveau modèle de participation sociale et comme une nouvelle ressource capable de générer de l'action collective. En ce sens, cette « réislamisation » révèle un changement d'attitude d'une partie des nouvelles générations issues de l'immigration maghrébine dans la société française.

3.7. Le poids du contexte local

Le contexte local détermine sensiblement l'orientation du militantisme de cité dans les années 90. Face à la dégradation du climat social et à ses effets plus saillants sur les quartiers périphériques de banlieue, les initiatives sont nettement plus confinées à l'environnement immédiat au détriment de la dimension idéologique et politique qui caractérisait les associations issues de l'immigration des années 1980. Elles se sont repliées sur le local. Les militants, issus des quartiers, valorisent le terrain et l'action de proximité. Cette accentuation du territoire (le quartier, la cité) témoigne du développement de la politique de la ville en direction des banlieues défavorisées, de la recomposition du travail social et de la crise du pouvoir local de la gauche à partir du début de la décennie.

¹⁷ Beaud, Stéphane, Masclat, Olivier, « Des "marcheurs" de 1983 aux "émeutiers" de 2005. Deux générations sociales d'enfants d'immigrés », *Annales, Histoire, Sciences sociales*, n°4, juillet-août 2006, p. 812.

L'appartenance au quartier entraîne également un intérêt pour les échéances électorales au niveau local. La participation locale est davantage valorisée dans la mesure où elle représente un enjeu de proximité, signifiant par là même l'importance que revêt plus particulièrement le territoire pour cette génération des cités. La couleur politique des candidats qui se présentent importe finalement peu. Et lorsque les militants entrent dans la compétition électorale, ils se dirigent vers les partis politiques qui leur donnent la possibilité d'être visibles et de prendre la parole. Cette position révèle un héritage politique transmis par la génération des aînés déçus de la gauche, dont les attentes en matière d'intégration politique, n'ont pas été comblées.

Le contexte local explique aussi une divergence stratégique dans l'action. L'implantation locale de l'AJS et l'Eveil fait que leurs marges de manœuvre dépendent étroitement des relations nouées avec les partenaires publics (municipalité, région, Etat, etc.). Elles ne peuvent apparaître à travers une image publique radicale qui nuirait à leurs projets et leurs activités et doivent en conséquence composer pour se faire une place dans les jeux de pouvoirs locaux. Cet élément lié au contexte est pertinent dans la mesure où lorsque ce partenariat public vient à être rompu ou remis en cause, les militants de ces associations n'hésitent pas à donner de la voix dans une direction plus protestataire, sans pour autant entrer dans une confrontation directe avec l'Etat. Le CNDP/MIB, moins dépendant des subventions publiques, peut à l'inverse s'autoriser à apparaître comme une organisation en rupture de façon à valoriser son identité militante qui repose sur la défense « des plus cramés » et sur son principe d'auto-organisation dans le champ militant issu de l'immigration des années 90.

Des événements ponctuels locaux qui se sont déroulés dans l'environnement proche des militants peuvent expliquer l'orientation des engagements. Par exemple, la confrontation directe avec « le meurtre d'un frère » dans un contexte marqué, comme celui du début des années 80, par la multiplication des actes racistes parfois meurtriers à l'encontre de jeunes issus de l'immigration et des cités pousse davantage à adhérer dans une organisation telle que le CNDP/MIB mobilisée autour de la cause des « crimes racistes et sécuritaires ». De la même manière, voir sa sœur qui porte le foulard exclue de l'établissement scolaire dans lequel elle mène ses études, dans un contexte de montée de l'islamophobie, peut inciter fortement à se replier sur des valeurs religieuses et à rejoindre la cause des jeunes musulmans à l'Eveil.

Le contexte national et international a pesé également sur l'engagement à l'Eveil. Ainsi, les attentats de l'été et de l'automne 1995 à Paris, les nombreuses « affaires du foulard » depuis 1989, puis le vote de la loi Stasi en avril 2004, avec entre temps le choc du « 11 septembre 2001 », les présidentielles de 2002, qui ont ému la France entière en raison de la présence du candidat de l'extrême droite au second tour, ont davantage marqué les jeunes musulmans.

Au CNDP/MIB, les changements intervenus dans les politiques de l'immigration lors du retour de la droite au pouvoir en 1986 et la nouvelle vague d'émeutes urbaines qui apparaît au début de la décennie 90, vont pousser ses militants à sortir du « quartier » et à porter des revendications en direction des institutions politiques nationales.

Cette étude sur l'évolution du militantisme de cité vient valider nos premières hypothèses et conforte la littérature sociologique sur le militantisme. S'engager requiert le plus souvent un

capital culturel et des compétences politiques¹⁸. Toutefois, des individus sans dispositions socioculturelles, politiques et militantes préalables, socialisés par l'action, peuvent aussi faire carrière dans le militantisme. Les « banlieues » ne désignent pas que des territoires d'exclusion. Elles ne renferment pas que des individus situés en « bas de l'échelle sociale » et désaffiliés. Elles ne sont pas non plus dépourvues d'identité collective et « repliée[s] sur la sphère privée dans une stratégie de résistance purement individuelle.¹⁹ ». Ces trois manières de s'investir et de participer dans l'action publique des descendants d'origine maghrébine rendent compte de facteurs spécifiques de ce militantisme qui résultent d'effets structurels, institutionnels et situationnels mais aussi temporels et spatiaux.

¹⁸ Mathieu, Lilian, *Comment lutter ?*, *Sociologie et mouvements sociaux*, Paris : Textuel, 2004.

¹⁹ Villechaise, Agnès, « La banlieue sans qualités. Absence d'identité collective dans les grands ensembles », *Revue française de sociologie*, Vol.38, n° 38-2, 1997, pp. 351-374.